



LES FAITS MARQUANTS DE LA FNUF-3 LUNDI 26 MAI 2003

Lundi 26 mai 2003, la Troisième Session du Forum des Nations Unies sur les Forêts (FNUF-3) a ouvert ses travaux à Genève, en Suisse. Les délégués se sont réunis en Plénière, tout au long de la journée, pour entendre les déclarations d'ouverture du Secrétaire du FNUF, le Président du FNUF et les délégations des pays. Les délégués ont également entendu une présentation sur les tendances forestières nationales.

LA SESSION D'OUVERTURE

Pekka Patosaari, Coordinateur et Chef du Secrétariat du FNUF, a ouvert les travaux du FNUF-3. Les délégués ont, ensuite, procédé à l'élection de Hossein Moeini Meybodi (République Islamique d'Iran), Président de la FNUF-3, et des membres du Bureau de la FNUF-3: Gustavo Eduardo Ainchil (Argentine), Peter Csoka (Hongrie), Conceição Ferreira (Portugal), et Matia Mulumba Semakula Kiwanuka (Ouganda).

Le Président Meybodi a mis en exergue l'objectif du FNUF, comme étant de fournir un cadre pour la coopération internationale visant à la réalisation de la gestion forestière durable (GFD). Identifiant les principales tâches de la FNUF-3, il a noté l'importance de l'établissement de groupes d'experts *ad hoc* sur: les approches et les mécanismes nécessaires dans le domaine: du suivi, de l'évaluation et de l'élaboration des rapports (SER); du financement et du transfert des technologies écologiquement rationnelles (TER); et, sur la considération de l'opportunité de recommander les paramètres du mandat nécessaire à l'établissement d'un cadre juridique applicable à tous les types de forêts. Il a ensuite invité l'ensemble des délégations à prendre part activement au dialogue avec les parties prenantes.

Pekka Patosaari, Co-ordonateur du FNUF, s'est adressé à la réunion, au nom du Sous-secrétaire Général de l'ONU, chargé des Affaires Economiques et Sociales, Nitin Desai. Mettant en relief la nécessité de traduire, en actions concrètes, les engagements internationaux pris en faveur des forêts, il a indiqué que la réussite ultime du FNUF dépendra de son aptitude à mobiliser le soutien politique, financier, scientifique et technique en faveur de la GFD. Il a noté le rôle crucial des gouvernements, des organisations intergouvernementales et de la société civile dans la réalisation de la GFD, et a souligné le besoin d'harmoniser les politiques sectorielles, aux échelons national et régional, et à l'échelle mondiale.

Le Co-ordonateur du FNUF, Patosaari a, ensuite, mis l'accent sur les progrès réalisés à travers le Partenariat de Collaboration sur les Forêts (PCF) et les initiatives conduites par les pays. Identifiant l'évaluation des progrès, comme étant l'un des principaux défis à relever par le FNUF, il a exhorté les pays à soumettre des rapports à caractère volontaire et de fournir des informations remontantes sur les processus d'établissement des rapports.

Hosny El-Lakany, Partenariat de Collaboration sur les Forêts (PCF) a réaffirmé l'engagement du PCF en faveur des initiatives du FNUF et a donné un aperçu sur celles conjointes menées par le PCF et le FNUF, notamment dans le domaine du financement de la GFD et de l'élaboration des rapports relatifs aux forêts. Accueillant favorablement les directives et les appuis apportés par le FNUF, il a noté que le PCF pourrait ne pas être en mesure de mener toutes les tâches qui lui sont confiées.

L'Ambassadeur Beat Nobs, de l'Agence Suisse de l'Environnement, des Forêts et des Paysages, a mis en exergue la pluri-fonctionnalité des écosystèmes forestiers et le caractère transversal de la

GFD. Il a souligné le rôle du FNUF dans le rapprochement des différentes perspectives sur les forêts; la fourniture des grandes lignes directrices de la GFD; et dans la coordination des nombreuses institutions et processus traitant des forêts.

LES QUESTIONS ORGANISATIONNELLES: Les délégués ont adopté le calendrier des travaux et, moyennant quelques modifications mineures, l'ordre du jour provisoire (E/CN.118/2003/1), et ont approuvé l'admission de l'ensemble des observateurs. La FNUF-3 a, ensuite, désigné Peter Csoka (Hongrie), Vice-président et rapporteur de la FNUF-3

LES EXPOSÉS SUR LES TENDANCES NATIONALES: L'après-midi, Pekka Patosaari a présenté les tendances nationales reflétées dans les rapports des pays soumis au FNUF. Il a indiqué que des progrès ont été enregistrés, entre autres: dans l'étude des propositions d'action des GIF/FIF, par les pays, appliquées aux contextes nationaux; dans l'élaboration des PFN; dans le processus de concertation inter-agences sur la formulation de politiques et le travail de planification; dans la participation des parties prenantes; dans la valorisation des forêts; et dans l'application des instruments économiques en faveur de la GFD. Il a parlé du déclin de l'importance économique du secteur forestier, et a noté la demande accrue enregistrée quant aux services sociaux et environnementaux des forêts.

LES DECLARATIONS DES PAYS: Nombre de délégations ont remercié le Gouvernement Helvétique, pour l'accueil de la réunion et du Secrétariat du FNUF, et ont félicité le Co-ordonateur du FNUF, Patosaari, pour sa nomination.

Le MAROC, au nom du G-77/Chine, a recommandé que le FNUF se focalise sur les moyens d'exécution des propositions d'action des GIF/FIF sur les manières de s'assurer de l'avancement de la fourniture de l'aide financière, du transfert des technologies et du renforcement des capacités en matière de GFD, dans les pays en développement. Il a souligné que la promotion de la GFD à travers les activités du secteur privé ne doit entamer en rien le rôle des Partenariats intergouvernementaux entre les pays industrialisés et les pays en développement. Il a souligné aussi que le G-77/Chine attache une importance à la question de la composition des groupes d'experts spéciaux et a réitéré l'engagement du G-77/Chine en faveur d'un échange constructif à la FNUF-3.

La GRECE, au nom de l'UE et des pays accédant à l'UE, a recommandé que le FNUF promeuve et coordonne l'action dans le domaine des questions forestières, et a accueilli favorablement les critères mis en place pour encadrer l'évaluation de l'efficacité de l'accord international sur les forêts conclu à la FNUF-2. Il a souligné la nécessité de la poursuite de la coopération entre le FNUF et le PCF et a exprimé l'espoir de voir aboutir de manière positive, le débat sur la question des groupes d'experts spéciaux. Il a également appelé à des recommandations claires sur les principales questions qui requièrent un engagement politique, et à l'exploration de nouveaux thèmes liés aux SER.

FIDJI, au nom du Groupe du Forum des Iles du Pacifique, a fait part de son appui en faveur du FNUF et a donné un aperçu sur l'atelier régional organisé sur le thème de l'évaluation de la mise en application des propositions d'action des GIF/FIF. Il a appelé à la mise en place d'un Partenariat international, pour aider la région dans la réalisation de la GFD.

L'AUSTRALIE, appuyée par la NOUVELLE ZELANDE et le CANADA, a appelé à la fourniture de nouveaux efforts dans l'étude de l'application des propositions d'action des GIF/FIF dans les contextes nationaux, et a proposé la mise sur pied d'équipes de



mise en œuvre régionales chargées d'encourager la formulation et l'exécution des politiques nécessaires à la GFD. Elle a recommandé de faire en sorte que les sessions du FNUF deviennent plus interactives, et que le Secrétariat fournisse des lignes directrices claires quant au format à employer dans l'élaboration des rapports.

L'Australie a également encouragé fortement la FNUF-3 à parvenir à une décision sur le cahier des charges des groupes d'experts spéciaux. La Nouvelle Zélande a appelé à des approches innovantes et à une coopération sur la question des groupes d'experts spéciaux. La Suisse a déclaré que le FNUF se trouve à une phase critique de son histoire après le déclin de sa dynamique, suite au fait que la FNUF-2 ne soit pas parvenue à adopter un mandat pour les groupes d'experts spéciaux. Elle a suggéré que la FNUF-3 se focalise sur la mise en œuvre et sur l'échange d'expériences, et a mis en exergue le rôle potentiel du commerce international dans la promotion de la GFD.

Mettant l'accent sur les conclusions probantes du SMDD, relatives à la problématique forestière, notamment dans le domaine des Partenariats, l'Afrique du Sud a fait état de son engagement en faveur de l'unité des parties prenantes et a exprimé l'espoir de voir la FNUF-3 récolter des résolutions concrètes et donner lieu à un débat efficace. La Norvège a noté que la GFD constitue un moyen efficace au service de l'éradication de la pauvreté. Soulignant l'importance de l'application des lois et de la lutte contre le commerce illicite, il a souhaité voir les actions se focaliser sur la mise à disposition de données crédibles, sur les évaluations d'impact, et sur les efforts nationaux dans le domaine de l'amélioration des capacités humaines et institutionnelles. Il a indiqué qu'un secteur forestier économiquement viable est nécessaire à la GFD, et que le FNUF doit accorder une attention aux perspectives régionales sur la GFD.

Evoquant l'importance d'une mise en œuvre coordonnée des politiques forestières internationales, le délégué de la Croatie a affirmé que l'intégration de ces politiques dans la législation nationale est une priorité majeure pour son pays, et a identifié la certification volontaire comme étant un important outil, basé sur la loi du marché, pour la promotion de la GFD. Il a aussi indiqué que les forums tels que le FNUF offrent, aux petits pays, l'occasion de s'impliquer dans les processus politiques mondiaux.

L'Iran a décrit les principales causes de la déforestation en Iran et a souligné le besoin d'une plus grande attention: aux aspects économiques et sociaux de la problématique forestière; à la santé et à la productivité des forêts; et au renforcement des institutions participatives.

Le Sénégal, appuyé par les Etats-Unis, a recommandé l'introduction d'une représentation africaine dans le Secrétariat du FNUF et a appelé au soutien de la participation des pays africains dans les processus forestiers internationaux.

L'Inde a parlé des tendances forestières positives enregistrées au plan intérieur, et du succès des programmes conjoints de gestion forestière. Le représentant a souligné la nécessité d'une adhésion universelle dans le groupe d'experts sur la question du cadre juridique.

Le Japon s'est engagé à apporter un soutien à la promotion de la GFD dans le monde, mettant en relief, le Partenariat Forestier Asiatique. Il a également fait part de son souhait de voir les travaux du FNUF tirer profit des résultats du Troisième Forum Mondial sur l'Eau, qui mettent l'accent sur le rôle des forêts dans le domaine de la gestion de l'eau.

La représentante des Etats-Unis a recommandé que la FNUF-3 se focalise sur l'échange des expériences vécues dans la mise en œuvre des propositions d'action des GIF/FIF. Elle a souligné l'importance des initiatives conduites par les pays, de l'échange informel d'idées durant les réunions intersessions du FNUF, et des divers moyens innovants permettant de faire avancer le travail du FNUF. Elle a mis en exergue, entre autres, le lien entre les questions économiques et celle de la santé du couvert forestier; la nécessité d'accroître la loyauté et l'ouverture du commerce des bois tropicaux; et a fait l'éloge des accomplissements du PCF et de l'OIBT.

La Turquie a donné un aperçu sur l'état d'avancement de la collaboration inter-agences dans le pays, de la participation des parties prenantes, et de l'élaboration des PFN, et a offert d'accueillir le 11^{ème} Congrès Mondial sur les Forêts.

L'Italie a attiré l'attention sur la récente réunion sur les SER, tenue à Viterbe, et a souligné le besoin de traduire les documents internationaux ayant trait aux forêts, dans toutes les langues. La République de Corée a annoncé l'élaboration de sa méthode

d'évaluation des avantages sociaux de la préservation des forêts. Le délégué a souligné l'importance de la mise en place d'un système d'information normalisé sur les données du marché, et le besoin d'une collaboration dans l'évaluation des ressources, et a exhorté la FNUF-3 à lancer les groupes d'experts spéciaux.

L'Indonésie a retracé les récents changements opérés dans sa politique forestière et a identifié la lutte contre l'exploitation illicite, la prévention des incendies, la conservation et la mise en valeur des ressources, et la décentralisation des politiques, comme étant prioritaires.

La Pologne a indiqué qu'il y a nécessité périlleuse d'aligner l'approche fondée sur la prise en compte de l'écosystème entier, avec la GFD, tout en veillant au maintien de la productivité forestière, des services forestiers et des opportunités d'emploi. Le délégué a souligné que la GFD est un investissement précieux qui améliore la qualité de vie, et a plaidé pour des réglementations juridiques contraignantes.

Soulignant l'impératif d'aider le FNUF à passer à la phase de mise en œuvre, le Canada a encouragé la FNUF-3 à se focaliser sur la compréhension des principales entraves dressées devant la mise en application des propositions d'actions des GIF/FIF et a suggéré l'élaboration de critères pour la mesure de la réussite.

L'Equateur s'est engagé pour le respect des obligations de la conservation forestière et de la GFD, et a souligné la nécessité de l'implication des communautés, d'une responsabilité et d'une coopération internationales, et de C&I pour la GFD. Notant la contribution potentielle de la GFD dans l'amélioration de l'équité et de la qualité de vie, le délégué a plaidé pour une modernisation des cadres et pour une occupation des sols alternative, tel que l'éco-tourisme et l'agro-foresterie.

La Fédération de Russie a parlé de son appui constant en faveur des principes de la GFD et des programmes régionaux, notant que nombre de parties prenantes internationales ne disposent pas de données concernant la santé des forêts et les politiques forestières suivies dans la Fédération de Russie. Il a suggéré de faire en sorte que les rapports nationaux soient obligatoires, et a encouragé l'ensemble des délégués à participer plus activement dans le processus du FNUF.

Le Brésil a parlé de ses efforts dans la mise en œuvre des propositions d'actions des GIF/FIF et 'est déclaré prêt à l'ouverture d'un dialogue constructif sur la question des groupes d'experts spéciaux, précisant que le groupe d'experts sur les instruments juridiques doit tirer profit des travaux des deux autres groupes d'experts.

Melchiade Bukur, de la Convention sur la Lutte contre la Désertification, a souligné l'importance des programmes d'afforestation et de reforestation et a recommandé que le FNUF se focalise sur les pays à faible couvert forestier et à forêts dégradées; a offert de soutenir les actions visant à la protection de la productivité et de la santé des forêts; et a appelé à une coopération internationale pour le traitement du problème de la pauvreté, qui représente le plus grand défi posé au maintien du couvert forestier.

Hamdallah Zedan, de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), a parlé des liens entre la CDB et le FNUF, mettant en relief l'élargissement du programme de travail du FNUF à la biodiversité forestière. Il a appelé à une collaboration continue avec le FNUF et le PCF et à une contribution du FNUF dans la réalisation de l'objectif de la CDB, de réduire de manière importante le taux actuel des pertes de biodiversité, d'ici 2010.

DANS LES COULOIRS

Un an après la quelque peu décevante FNUF-2, certains délégués ont semblé, à la FNUF-3, avoir adopté une attitude de laissez-faire, indiquant que le FNUF a quelques difficultés à se trouver une définition. On croit savoir, en revanche, qu'un petit groupe de délégations préoccupées par le caractère un peu trop vague du mandat, serait en train de concocter une proposition qui, si acceptée, a des chances de changer complètement le caractère du FNUF, le poussant à s'orienter davantage vers l'action.

A SUIVRE AUJOURD'HUI

DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES: Cette réunion aura lieu de 10h à 13h puis de 14h à 18h, en Plénière, pour débattre des aspects économiques des forêts, de la santé et de la productivité forestières et du maintien des couverts forestiers.

CONSULTATION INFORMELLE SUR LES GROUPES D'EXPERTS SPECIAUX: Cette séance de concertation se déroulera de 19h à 21h, pour résumer les débats menés depuis la FNUF-2, sur le cahier des charges des groupes d'experts spéciaux.